

UNE VISION LAÏQUE POUR L'EUROPE

L'Union européenne a 60 ans !

Pour la première fois dans l'Histoire, les citoyens de l'Union européenne ont été à l'abri des tendances guerrières des États européens durant 60 années consécutives. Jamais auparavant un projet commun n'avait permis aux populations européennes de multiplier autant les échanges économiques et culturels. Au fil des années, l'Europe a évolué en un espace, certes imparfait, de liberté et de solidarité au sein duquel chacun est libre de construire sa vie.

Le projet européen est pourtant en crise. Associés aux répercussions des conflits aux abords de l'Europe ayant entraînés une pression migratoire sans précédent, les effets de la récession économique sur les citoyens européens ont placé l'Union européenne dans une situation délicate. L'Union est en effet sommée d'offrir des réponses aux défis qui se posent à l'échelle continentale alors qu'elle ne dispose ni des outils, ni du soutien politique nécessaires pour ce faire.

Cette situation alimente les discours simplificateurs et populistes qui se nourrissent des émotions les plus dangereuses de la nature humaine ; ces mêmes émotions qui nous ont déjà conduits à tant de guerres et de souffrances par le passé. En conséquence, de nombreux citoyens européens en arrivent aujourd'hui à questionner la raison d'être de l'Union européenne.

Notre vision pour l'Europe propose pour sa part une perspective confiante, optimiste et solidaire. Elle doit permettre à l'Union européenne de venir à bout des nombreux défis auxquels elle fait face actuellement, de sauvegarder son modèle basé sur l'État providence et le service public et de projeter une vision politique ambitieuse pour l'avenir. Notre vision est axée sur des valeurs laïques essentielles : les principes de liberté, d'égalité et de solidarité, le respect de la dignité humaine, le droit pour chaque individu de prendre pleinement part à la société, le recours à l'argumentation rationnelle, au dialogue et au débat basés sur les faits dans la résolution des désaccords et, enfin, le devoir qui nous incombe de garantir un avenir durable pour les générations futures.

La laïcité, meilleure garantie de la coexistence harmonieuse de toutes les conceptions de vie

Pour de nombreuses personnes, la religion et les convictions forment une part importante de la vie et de l'identité personnelle. En tant que laïques, nous considérons que chacun a le droit de vivre en accord avec sa religion ou ses convictions. Ceci implique que la loi protège la liberté de religion et de conviction, mais également que la liberté de religion ne peut justifier des pratiques susceptibles d'enfreindre les droits fondamentaux d'autrui.

C'est précisément à ce double impératif que répond la laïcité. Selon les termes du Parlement européen, « la laïcité définie comme la stricte séparation entre les autorités politiques et religieuses ainsi que l'impartialité de l'État est le meilleur moyen de garantir la non-discrimination et l'égalité entre les religions ainsi qu'entre les croyants et les non-croyants. »

La laïcité, entendue comme le principe humaniste qui fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse, est la meilleure garantie pour permettre la coexistence harmonieuse de toutes les conceptions de vie présentes dans les sociétés européennes. Le principe de laïcité oblige l'État de droit à assurer

l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen.

Aujourd'hui encore, de nombreuses femmes doivent lutter pour accéder au plein exercice de leurs droits fondamentaux, particulièrement dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs. De nombreux couples de même sexe réclament le respect de leur droit à l'égalité. Ces situations sont malheureusement le résultat de la pression qu'exerce encore aujourd'hui la religion au sein des sphères publiques et privées européennes.

Près de la moitié des États membres de l'Union punissent encore la caricature ou la critique de la religion, et au moins cinq d'entre eux ont poursuivi des personnes accusées de blasphème au cours des cinq dernières années. De nombreuses écoles en Europe imposent encore des cours de religion obligatoires sans proposer suffisamment de choix de confessions ni d'alternative non-confessionnelle.

Aucune concession sur l'État de droit et les droits humains

L'État de droit et les droits humains forment la meilleure garantie pour bâtir une société juste au sein de laquelle tous les citoyens peuvent vivre libres et égaux. Le respect de ces principes se trouve au cœur du projet européen, inscrit au sein des traités successifs, dont la Charte des droits fondamentaux.

Aujourd'hui, la prolifération des discours d'exclusion visant à diviser la société (« vrais nationaux » contre migrants, « bons travailleurs » contre « profiteurs », peuple contre le système ou « croyants moraux » contre « athées immoraux ») a créé un climat au sein duquel il devient acceptable de défendre une vision de la société dans laquelle certains groupes possèderaient des droits auxquels d'autres ne pourraient pas prétendre.

Dans certains pays européens, l'État de droit et les droits fondamentaux ont été progressivement érodés, voire frontalement attaqués : lois visant à affaiblir les principaux contrôles du pouvoir exécutif, prolongement d'états d'urgence, limitation progressive de l'espace public à coup de mesures administratives et de pression politique, subordination des médias indépendants à des sphères privées dévouées au gouvernement en place.

Sur base de leur bilan actuel, certains États membres se verraient probablement refuser l'accès à l'Union européenne s'ils en faisaient la demande aujourd'hui. Mais malgré cet état de fait, la réaction de l'Union, qui a l'obligation légale d'exiger le respect de l'État de droit par ses États membres, n'est pas à la hauteur du défi. En choisissant de ne pas exploiter pleinement les outils mis à sa disposition afin de protéger ses valeurs fondamentales, l'Union européenne donne ainsi un mauvais signal aux gouvernements qui pourraient être tentés de suivre la même voie. Cette absence de réaction contribue à abimer la confiance que lui portent les citoyens et à éroder sa crédibilité sur la scène internationale.

L'éducation est le fondement de la pensée critique et un élément vital de la démocratie

L'éducation doit fournir aux citoyens les outils nécessaires à leur émancipation afin de devenir des membres à part entière de la société. Elle doit promouvoir l'honnêteté intellectuelle, l'esprit critique et encourager la curiosité ainsi que l'usage de la raison et de la démonstration dans la quête de la vérité.

L'éducation est également vitale en démocratie, car elle permet aux citoyens de saisir l'essence des débats publics, de développer leur propre conception des principaux thèmes qui le constituent, de l'influencer et de faire leurs propres choix lorsqu'ils exercent leurs droits citoyens. La mondialisation a généré des sociétés de plus en plus complexes et interconnectées. Les technologies digitales ont donné naissance à une profusion de moyens inédits d'échanger des informations. Bien que les deux phénomènes aient entraîné des bénéfices indéniables, ils posent également de nombreux défis. L'un d'eux est la difficulté pour le citoyen de faire la part des choses dans cette prolifération de messages et d'informations qui lui parvient, et de se forger sa propre vision critique du monde.

Pourtant, les données d'Eurostat montrent que, dans l'Union des 28, les dépenses gouvernementales pour l'éducation (exprimées en pourcentage des dépenses totales) sont passées de 11,1% en 2002 à 10,3% en 2015, alors même que le décrochage scolaire concerne environ 11% des jeunes européens. Les dernières données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE font également apparaître que les principales compétences scolaires ont stagné ou diminué au sein de la plupart des Etats européens ces dernières années.

Alors que nous entrons dans l'ère des "faits alternatifs", l'Union européenne et ses États membres doivent faire de l'éducation formelle et informelle une priorité absolue afin de combattre les récits simplistes, d'encourager l'usage de la raison et l'esprit critique pour permettre l'émancipation des citoyens.

La science, meilleure arme pour faire face aux défis du monde d'aujourd'hui et de demain

Que ce soit pour faire face aux effets du changement climatique ou pour développer un traitement contre le cancer, en passant par le besoin de nourrir une population sans cesse croissante, la société moderne s'appuie sur la science pour fournir la connaissance qui permettra le développement de réponses appropriées.

Cependant, la part du budget de l'Union européenne allouée à la recherche et au développement en comparaison du PIB demeure toujours en deçà des niveaux du Japon et des États-Unis (respectivement 3,59 et 2,73%, contre 2,01% dans l'UE). En outre, le budget européen de 80 milliards d'euros initialement prévu pour le programme Horizon 2020 a finalement été réduit de 5 milliards.

De leur côté, des lobbies religieux conservateurs continuent de faire pression pour interdire la recherche dans les domaines qu'ils considèrent contraires à leurs dogmes. C'est le cas de la recherche sur les cellules souches, que certains groupes ont tenté d'interdire totalement au niveau européen. Si les institutions européennes ont résisté, la pleine liberté de la recherche scientifique n'est toujours pas garantie pour autant. En effet, certains États membres interdisent toujours ce type de recherche pour des raisons éthiques, ce qui a pour conséquence de retarder considérablement les avancées en matière de traitement contre certaines maladies graves.

Si l'Union européenne a vocation à relever avec succès les défis sociaux, politiques et environnementaux auxquels elle doit faire face, elle devra à l'avenir adopter une politique forte en matière de recherche et d'innovation, en augmentant de manière significative le financement de la recherche, y compris en recherche fondamentale et en sciences sociales, de manière à pouvoir mieux comprendre les défis actuels et préparer les innovations de demain.

Solidarité et humanité pour une vision à long terme pour l'asile et l'immigration

En tant qu'humanistes, nous considérons les migrants et les réfugiés avant tout comme des êtres humains porteurs de droits fondamentaux et devant dès lors être traités tels quels. Outre leur contribution économique et démographique aux sociétés européennes, les migrants et les réfugiés apportent également avec eux de nouvelles cultures et traditions qui renforcent la richesse et la diversité de l'Union européenne.

Bien que personne ne sous-estime les défis pratiques qu'entraîne la crise migratoire actuelle, la réponse choisie par l'Union européenne s'est révélée aussi inefficace que coûteuse en termes de vies humaines. En bloquant les voies d'accès légales vers le continent européen, l'Union européenne a en effet renforcé le rôle des trafiquants humains au lieu de l'affaiblir. Il est à présent temps pour l'Europe d'ouvrir des voies d'accès sûres vers son territoire pour tous les individus qui sollicitent la protection de la communauté internationale et de respecter pleinement le principe de non-refoulement tel qu'il est inscrit dans la Convention de Genève de 1951.

Nous demandons également à l'Union européenne de s'assurer que les migrants et réfugiés qui arrivent en Europe soient traités décemment, et ce tout particulièrement au regard de leurs droits fondamentaux à la santé, à la vie privée et à la liberté de mouvement. En outre, nous demandons aux États membres de renforcer leurs efforts afin d'aider les migrants et les réfugiés à s'intégrer au sein de leur société d'accueil et de lutter contre les discours anti-immigration qui heurtent les valeurs fondamentales de l'Europe.

L'Union européenne devrait également mettre en place un système commun d'asile et d'immigration qui soit réellement basé sur la solidarité entre les États membres afin de remplacer les accords de Dublin qui ont contribué à faire porter un fardeau disproportionné à un petit nombre de pays.

Enfin, l'Union européenne devrait mettre un terme à ses projets d'externalisation des politiques d'asile et d'immigration consistant à délocaliser sans se soucier des conditions « d'accueil » des réfugiés et à sous-traiter la gestion de la crise humanitaire à des gouvernements peu respectueux des droits humains, tels que la Turquie. Ces accords renforcent la tendance à conditionnaliser l'aide au développement au contrôle effectif des frontières et à la signature d'accords de réadmission, ce qui détourne l'aide de ses objectifs premiers.

L'Union européenne a plus que jamais besoin d'une vision politique commune

Les citoyens et les acteurs économiques européens ont profité des innombrables bénéfices de l'intégration communautaire. Toutefois, la plupart de ces accomplissements sont aujourd'hui éclipsés par les nombreux défis auxquels le continent doit faire face ainsi que par la durée et les efforts nécessaires pour les surmonter. D'un côté, l'Union européenne, qui ne peut se contenter uniquement d'un grand marché économique, manque d'une vision politique qui lui permettrait de renforcer le soutien de ses citoyens. De l'autre, c'est précisément l'amenuisement progressif de ce soutien qui génère la lassitude empêchant une vision politique commune d'émerger.

Le débat incessant qui oppose compétence communautaire et souveraineté nationale a donné lieu à un système complexe de clauses de retrait, de dérogations et de limitations qui empêche aujourd'hui de parachever des politiques européennes aussi fondamentales que l'Union économique et monétaire, Schengen ou encore l'asile et l'immigration. Cette situation prive l'Union et ses États

membres des politiques nécessaires pour surmonter les nombreux défis auxquels ils font face et proposer une vision commune à laquelle les citoyens pourraient adhérer.

Cet échec provoque en partie l'émergence de leaders eurosceptiques dont les discours se nourrissent des déficiences du projet européen, mais il donne également aux partis traditionnels la tentation de blâmer « Bruxelles » pour leurs échecs. Il fait peu de doutes que les plus grands perdants de cette situation sont les citoyens européens. Alors qu'ils attendent des solutions courageuses à des difficultés réelles, ils observent leurs gouvernements et des institutions européennes enlisés dans des négociations internes, affichant leur impuissance aux yeux leurs citoyens et du reste du monde.

Si l'Europe veut sortir de cette crise de confiance, il est essentiel qu'elle réaffirme avec force ses valeurs fondamentales. L'Union doit endosser et promouvoir pleinement la laïcité afin de permettre la coexistence pacifique des nombreuses croyances et convictions présentes sur son sol. Elle doit condamner avec force tout écart à l'État de droit et aux droits humains. Elle doit faire de l'éducation et de la recherche une priorité afin de répondre aux défis actuels tout en assurant la pertinence des débats publics à venir. Enfin, l'Union doit faire en sorte de trouver une réponse humaine et ouverte afin de faire face à la pression migratoire croissante à laquelle elle est aujourd'hui confrontée.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que l'Union européenne pourra projeter la vision politique confiante et optimiste d'une Europe plus solidaire et progressiste, dépassant le « court-termisme » des intérêts nationaux et apportant des réponses efficaces aux défis actuels et futurs, et ainsi regagner progressivement la confiance de ses citoyens.

Pour plus d'informations, visitez le site de la FHE: www.humanistfederation.eu